laTrompette

ISTOCK.COM/SHANSCHE

Merkel survit à peine la récente crise gouvernementale

Chaque nouvelle agression sur son leadership laisse la chancelière allemande un peu plus faible.

-
- 20/07/2018

La chancelière allemande Angela Merkel a évité de justesse l'effondrement de son gouvernement la semaine dernière. Le soir du 2 juillet, la chancelière est arrivée à un accord avec son ministre de l'Intérieur rebelle, Horst Seehofer, qui avait menacé de démissionner si Merkel ne procédait pas à des contrôles frontaliers plus stricts en Allemagne.

Après des heures de négociations, Merkel et Seehofer se sont entendus sur un accord qui permet aux deux parties de revendiquer la victoire. Selon l'accord, l'Allemagne établira des « zones de transit » sur sa frontière Sud. Les migrants qui pénètrent dans ces zones ne seront techniquement pas considérés comme étant sur le sol allemand avant d'avoir passé les contrôles aux frontières. Ceux qui ont déjà réclamé l'asile dans un autre pays de l'UE seront détenus et expulsés vers la nation où ils ont d'abord revendiqué l'asile. Les migrants qui n'ont pas déposé de demande d'asile antérieure seront autorisés à se réfugier en Allemagne.

Pour l'instant, l'accord Merkel-Seehofer a écarté le pire de la crise gouvernementale allemande. Cependant, l'accord n'est qu'une solution temporaire.

La dispute à la fin de la semaine dernière a été soulevée par un autre désaccord sur les politiques relatives aux réfugiés, l'une des questions les plus sérieuses auxquelles Angela Merkel a été confrontée en tant que chancelière. En 2015, au plus fort de la crise migratoire en Europe, la chancelière Merkel a ouvert les frontières allemandes à un flot de réfugiés pour prévenir une crise humanitaire. L'Allemagne a ensuite été envahie par des réfugiés. Beaucoup d'Allemands, y compris son propre ministre de l'Intérieur, sont maintenant mécontents de sa politique migratoire.

Seehofer et son parti, l'Union chrétienne sociale (CSU), voulaient fermer les frontières de l'Allemagne pour prévenir une rechute de la crise des migrants. À la mi-juin, la CSU a donné à Mme Merkel un ultimatum de deux semaines, menaçant de fermer les frontières sans sa permission.

Merkel voulait désespérément éviter de céder aux exigences de la CSU. Elle craint que l'éloignement des migrants à la frontière allemande ne crée un effet domino qui détruirait la libre circulation dans l'espace Schengen. Les événements ultérieurs ont montré qu'elle avait probablement raison. L'Autriche a dit que si l'Allemagne fermait ses frontières, l'Autriche le fera aussi. L'Italie et d'autres pays sont également prêts à suivre l'action. Un diplomate européen a déclaré à Politico qu'un « effet domino à ce stade semble tout à fait probable ».

Alors que la chancelière allemande semble avoir navigué cette situation avec succès, la crise n'est pas encore terminée. L'accord doit être approuvé par le parti social-démocrate (SPD), le troisième parti dans la coalition faible de Merkel. Le SPD a refusé des propositions comme celle-ci avant. Si le SPD refuse de soutenir le plan, Merkel sera de retour à la case départ.

Un autre gros problème avec le plan, est que pour que l'Allemagne déporte des migrants, d'autres pays doivent être prêts à les reprendre. Cependant, plusieurs pays clés de l'UE refusent catégoriquement de réadmettre des migrants. Comme l'a écrit *Berlin Policy Journal*, « Les accords de Merkel avec les dirigeants de l'UE et la CSU dépendent du soutien volontaire des États membres qui ne veulent pas le donner. »

Après un sommet européen de deux jours sur la crise des migrants du 28 au 29 juin, Merkel a annoncé qu'elle avait négocié un accord avec 14 pays membres de l'UE, soit seulement la moitié des membres actuels. Ces pays ont convenu (en principe) de reprendre les migrants qui se sont inscrits en premier lieu dans leurs pays. Toutefois, selon l'accord, l'Allemagne ne peut envoyer un seul migrant vers une nation sans l'approbation de cette nation.

Jusqu'à présent, seule l'Espagne et la Grèce ont conclu des accords individuels avec l'Allemagne pour reprendre les migrants. Aucun des autres pays de l'UE n'a été disposé à appuyer ses paroles par des actions.

Fondamentalement, l'Autriche et l'Italie ont refusé. L'Italie est l'un des principaux points d'entrée en Europe pour les migrants. La crise des migrants a déjà déclenché un changement politique en Italie vers des partis de droite qui s'opposent à l'immigration non contrôlée. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, à la tête du parti d'extrême droite Lega, détourne les bateaux de réfugiés des côtes italiennes. Il est peu probable que Salvini et le gouvernement italien acceptent une politique qui les laisse avec des milliers d'autres personnes expulsées.

L'Autriche est un autre souci pour Merkel. Le gouvernement autrichien a publié une déclaration disant que si le gouvernement allemand adopte le plan de Merkel, l'Autriche fermera sa propre frontière Sud : « Si cet accord devient la position du gouvernement allemand, nous voyons cela comme nous incitant à prendre des mesures pour empêcher des conséquences négatives pour l'Autriche et sa population. Le gouvernement autrichien est donc disposé à prendre des mesures pour la protection de notre frontière Sud en particulier. » L'Autriche partage sa frontière avec l'Italie et la Slovénie au Sud, deux pays qui ne veulent pas traiter avec plus de migrants.

Le gouvernement de la coalition fragile de Merkel a déjà résisté à plusieurs tempêtes au cours de ses quatre mois d'existence. Maintenant, elle a créé un accord qui ne fait que remettre la question à plus tard au lieu de résoudre les problèmes réels. Chaque nouvelle agression sur son leadership laisse la position de Merkel un peu plus faible, bien qu'elle s'accroche toujours. Mais combien de crises comme celle-ci peut-elle survivre avant qu'elle perde sa place à la tête de l'Allemagne ? Bien que cet accord permette à Merkel de ne pas courir de danger immédiat, la situation la laisse aussi gravement affaiblie. Cette situation pourrait ouvrir la voie à l'émergence d'un leadership plus fort en Allemagne.

Politico a écrit : « Le conflit a illustré la mesure dans laquelle beaucoup dans l'Alliance de Merkel, y compris un nombre considérable de démocrates-chrétiens, sont mécontents de son leadership. ... Alors que Merkel a survécu, elle l'a échappé belle, soulignant sa *vulnérabilité*. De plus, ses critiques internes les plus rudes resteront » (l'accent est ajouté partout).

Le *Financial Times* a écrit : « De plus en plus, la chancelière semble être un phare de l'ordre de l'après-guerre, incapable de répondre stratégiquement aux nombreux défis auxquels elle est confrontée et ce qu'elle représente—même si tactiquement elle est capable de se débrouiller. »

Berlin Policy Journal a noté : « Le pouvoir de Angela Merkel est en train de décliner. ... Elle est une *personnalité affaiblie*. Son parti s'est rallié pour la soutenir pendant les attaques de la CSU, mais son autorité n'est plus absolue. Il semble que ce ne soit qu'une question de temps avant qu'un opposant ambitieux ne la dépasse ou, anticipant un tel mouvement, elle se retire à Berlin. »

Prenez note de cette déclaration : *Berlin Policy Journal* prédit qu'il pourrait y avoir un « opposant ambitieux » qui renversera Merkel et prendra la tête de l'UE. Cette déclaration est particulièrement intéressante à la lumière de ce que la *Trompette* a prédit depuis plus de deux décennies.

La prophétie montre qu'il y *aura* un opposant politique en Allemagne, un homme fort qui prendra la tête en Europe et fournira les solutions auxquelles les Allemands mécontents s'attendent. Daniel 8 dit que ce leader viendra au pouvoir par des moyens antidémocratiques. Il sera à la tête du roi du Nord, ou de l'Europe dirigée par l'Allemagne. Daniel appelle ce chef un « roi », ou un souverain autocratique.

Le rédacteur en chef de la *Trompette* Gerald Flurry a écrit en 2002, « Cet homme ne vient pas au pouvoir de la manière honorable—en étant élu. Il le prendra indignement ! Il travaillera dans les coulisses et viendra au pouvoir par des flatteries—pas par des votes ! » Dans un programme de la Clef de David de 2009, M. Flurry prédisait que cet homme pourrait surgir en « [prenant] avantage d'une coalition faible » comme celle de l'Allemagne aujourd'hui.

La situation politique en Allemagne en ce moment est mûre pour que l'homme fort prophétisé se lève. Comme M. Flurry l'écrivait en 2015, « le plus grand besoin de l'Europe en ce moment est le leadership »

Le 19 juin, un des rédacteurs de la *Trompette*, Richard Palmer a demandé : « S'agit-il des 13 derniers jours d'Angela Merkel ? » Il a écrit :

Le gouvernement allemand est en place depuis seulement trois mois, et il est déjà submergé dans une tempête. Si Mme Merkel reste à flot, combien de temps jusqu'à la prochaine menace ? Et la suivante ? Combien de temps avant qu'elle coule enfin ?

Cette recrudescence a commencé seulement lundi dernier. Le climat politique en Allemagne évolue rapidement. ...

Ce gouvernement est passé du calme à la tempête en moins d'une semaine. Même si les mers se calment à nouveau, la prochaine tempête n'est qu'une question de temps.

Les mers se calment, mais Merkel n'est pas encore hors de danger. Il reste à voir si son accord européen fonctionne réellement. Il reste encore à voir combien de temps la chancelière pourra conserver sa position, qui devient de plus en plus fragile à chaque crise.

Pour en savoir plus sur ce que la Bible dit concernant l'homme fort qui est prophétisé d'émerger en Europe, lisez *Un dirigeant allemand fort est imminent* , par Gerald Flurry. ▪